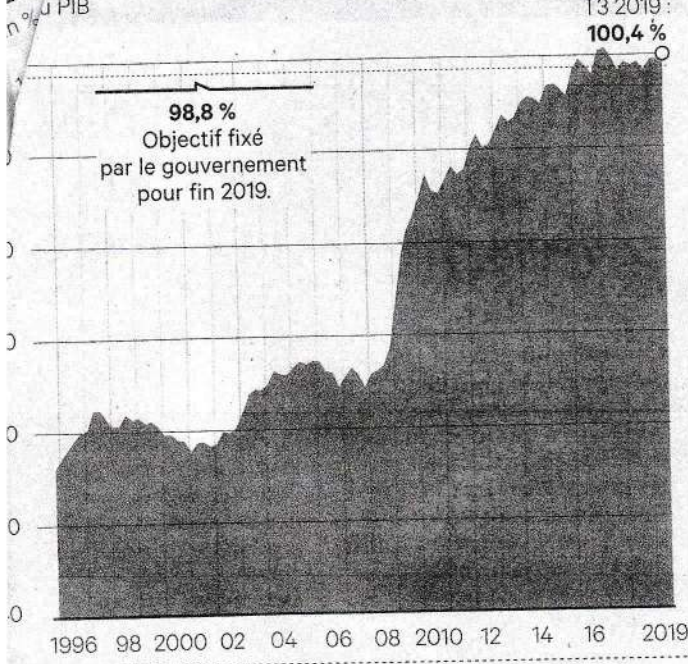
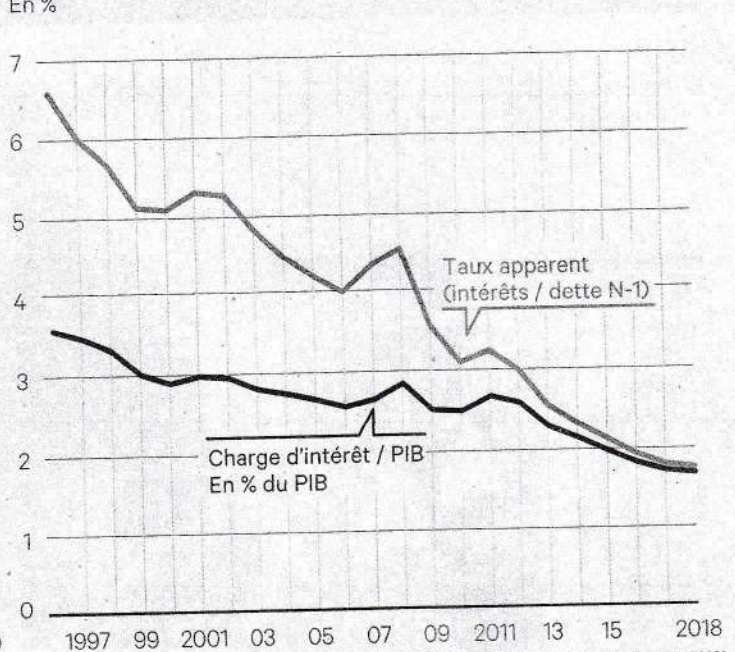


La dette publique bondit...



... la charge d'intérêt de la dette se réduit



LES ECHOS / SOURCES : INSEE, FIEPECO

Le coût de l'endettement de la France au plus bas depuis 25 ans

DETTE

l'endettement public franchi pour la troisième fois le cap symbolique des 100 % du PIB au troisième trimestre 2019.

Pour autant, son coût retrouve un bas niveau qui n'avait plus été atteint depuis 1993.

Renaud Honoré
@r_honore

Toujours plus de crédit, pour toujours moins cher. Comme beaucoup de propriétaires immobiliers, la France vit une situation paradoxale que viennent parfaitement illustrer les annonces faites par l'Insee ce vendredi à propos de l'endettement public : celui-ci a franchi au troisième trimestre une nouvelle fois le cap symbolique si craint autrefois des 100 % du PIB, alors même que son coût devrait connaître cette année un plus bas historique depuis... 1993 !

Dans le détail, la dette publique s'est donc établie à la fin de septembre 2019 à 100,4 % du PIB, soit

2.415 milliards d'euros, selon les chiffres de l'Insee. Un troisième plus haut historique, après les 100,7 % du PIB du premier trimestre 2017 et les 100,9 % du deuxième trimestre de la même année. Pour autant cela n'inquiète pas outre mesure le gouvernement, qui affirme que l'objectif de 98,8 % du PIB de la fin de 2019 sera bien tenu. La hausse du troisième trimestre s'expliquerait pour des raisons techniques de gestion, et n'empêcherait pas le retour au chemin tracé à l'origine.

Au début de la décennie, quand l'éventualité de la perte de la notation AAA par les agences de notation faisait craindre l'ouverture des portes de l'enfer, un tel franchissement du cap du 100 % aurait sans doute provoqué des turbulences pour le financement public. Mais l'ère des taux d'intérêt bas déclenchée par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) a changé la donne : la France vient ainsi de boucler au début du mois une campagne de placement d'obligations d'Etat qui s'est révélée historique avec un rendement moyen des émissions de l'Etat en 2019 de 0,11 %. Pour le dire autrement, jamais lever de la dette n'a coûté aussi peu cher à la France. Et ce, alors que les besoins de finance-

ment (200 milliards d'euros) ont atteint un record, appelé à être battu l'an prochain.

Comme cette tendance est à l'œuvre depuis plusieurs années, la facture totale laissée par cette dette se réduit d'année en année. En 2019, selon les dernières estimations gouvernementales, la charge d'intérêt est ainsi attendue à 35,9 milliards d'euros. Il faut remonter à 1993 (36,8 milliards d'euros à l'époque, selon l'Insee) pour trouver un montant aussi faible. Sauf que cette année-là, l'endettement public ne représentait que 46,3 % du PIB, et pas près de 100 % du PIB comme actuellement.

Facture divisée par deux

Si l'on s'intéresse au poids représenté par la charge d'intérêt, l'évolution est, là aussi, frappante si l'on se réfère aux statistiques rassemblées par le site spécialisé Fiepeco. En 1996, ce coût de la dette représentait 3,6 % du PIB, alors que ce n'était plus que 1,8 % en 2018, soit une division par deux de la facture sur la période. Il faut noter que cette baisse avait commencé dès la fin des années 1990, preuve que l'arrivée de l'euro a eu des avantages bien réels pour l'économie française. Cela s'est ensuite accéléré avec le lancement de la politique

monétaire non conventionnelle de Mario Draghi, l'ex-président de la BCE, en 2012. Comme aucune hausse des taux n'est encore à l'horizon, il est probable que cette tendance se poursuivra jusqu'à la fin du quinquennat.

Ambitions réduites

Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que le gouvernement ait complètement levé le pied sur ses objectifs de désendettement. A son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron avait promis une réduction du niveau de la dette de 5 points de PIB en cinq ans. Las ! Avec la crise des « gilets jaunes », les priorités budgétaires ont changé, et l'exécutif vise désormais une dette à 97,7 % du PIB en 2022 contre 98,4 % en 2017. Une baisse minime, qui pourrait encore être revue au printemps lors de l'élaboration de la future loi de programmation des finances publiques. ■

2.415

MILLIARDS D'EUROS

La dette de la France à la fin septembre 2019, soit 100,4 % de son PIB.